

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 avril 2013

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**visant à soutenir le
processus de Kimberley**

(déposée par M. Georges Dallemagne)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 april 2013

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over de ondersteuning van het
*Kimberley Process***

(ingediend door de heer Georges Dallemagne)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie	

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail : publications@lachambre.be		Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le processus de Kimberley a été créé pour mettre un terme à et prévenir le phénomène des diamants liés à des conflits.

En effet, dans les années 90, les groupes rebelles en Angola, Sierra Leone, Liberia et République démocratique du Congo ont exploité les champs de diamants alluvionnaires de ces pays pour financer leurs combats. Des centaines de milliers de personnes sont mortes dans ces guerres. Il est estimé qu'à cette époque, 15 % de la production annuelle, qui s'élevait à 10 milliards de dollars, entraient dans la catégorie des "diamants des conflits". Des rapports d'ONG, puis plusieurs rapports des Nations Unies ont mis en évidence ce lien entre diamants et conflits, popularisant des expressions telles que "*blood diamonds*". La pression était forte de la part de la société civile pour agir et l'industrie diamantaire avait compris les risques encourus en cas de campagne internationale contre l'achat de diamants dont la provenance ne pouvait être garantie.

Trois ans ont été nécessaires pour mettre en place, en novembre 2002, le système de certification du processus de Kimberley qui définit les conditions de contrôle de la production et du commerce de diamants bruts.

Ce système impose à ses membres de nombreuses conditions leur permettant de certifier que la vente de diamants bruts ne sert pas à financer un conflit armé et d'éviter que les diamants des conflits n'arrivent sur le marché légal. Conformément aux termes du système de certification du processus de Kimberley, les États participants doivent respecter certaines "conditions minimales" qu'ils doivent transposer dans leur droit national et leurs institutions. Ils sont également tenus de prévoir des contrôles des exportations, des importations et des échanges nationaux de diamants bruts et de s'engager envers la transparence et l'échange des données statistiques. L'échange des diamants bruts s'effectue légalement entre membres répondant aux conditions minimales du système de certification. Par ailleurs, les diamants bruts échangés doivent être accompagnés d'un certificat garantissant qu'ils ne servent pas à financer un conflit armé.

Ce processus de Kimberley est ouvert à tous les pays qui le souhaitent et qui sont en mesure de faire appliquer ses dispositions. Il compte actuellement 54 membres représentant 80 pays. L'Union européenne et ses États

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het *Kimberley Process* werd ingesteld om het fenomeen van de conflictdiamanten een halt toe te roepen en het in de toekomst te voorkomen.

Twee decennia geleden werden immers alluviale diamantvelden in Angola, Sierra Leone, Liberia en de Democratische Republiek Congo geëxploiteerd door rebellengroeperingen, om hun strijd te financieren. Die strijd heeft het leven gekost aan honderdduizenden mensen. Geraamd wordt dat in die periode 15 % van de jaarlijkse productie, ter waarde van 10 miljard dollar, als "conflictdiamanten" kon worden aangemerkt. Rapporten van ngo's, alsook verscheidene VN-rapporten hebben dit verband tussen diamanten en conflicten aangetoond, waardoor het begrip "bloeddiamanten" is ontstaan. Onder forse druk van het middenveld om het probleem aan te pakken, heeft de diamantnijverheid de risico's ingezien van een internationale campagne tegen de aankoop van diamant waarvan de herkomst niet kon worden gewaarborgd.

Drie jaar heeft het geduurd vooraleer in november 2002 het *Kimberley Process Certification Scheme* tot stand kwam, dat de voorwaarden voor de controle op de productie en de verhandeling van ruwe diamant bepaalt.

Deze regeling legt de deelnemende leden tal van voorwaarden op, aan de hand waarvan ze kunnen certificeren dat met de verkoop van ruwe diamant geen gewapende conflicten worden gefinancierd, alsook kunnen voorkomen dat de conflictdiamanten op de reguliere markt terechtkomen. Krachtens de bepalingen van het *Kimberley Process Certification Scheme* moeten de deelnemende Staten bepaalde minimumvoorwaarden in acht nemen, die zij in hun nationaal recht en hun instellingen moeten omzetten. Tevens moeten zij voorzien in toezicht op de export, de import en het nationale handelsverkeer in ruwe diamant en moeten zij zich ertoe verbinden transparante statistische gegevens bij te houden en uit te wisselen. De ruwe diamant wordt legaal tussen de leden onderling verhandeld als zij voldoen aan de minimumvoorwaarden die door de certificeringsregeling worden opgelegd. Voorts moet de verhandelde ruwe diamant vergezeld zijn van een certificaat dat waarborgt dat die diamant niet dient om een gewapend conflict te financieren.

Het *Kimberley Process* is toegankelijk voor alle landen die wensen toe te treden en die bij machte zijn de toepassing van de bepalingen ervan op te leggen. Momenteel zijn er 54 leden, die 80 landen vertegenwoordigen.

membres comptent comme un seul membre et l'UE est représentée par la Commission européenne. Le Conseil mondial du diamant, qui représente l'industrie internationale du diamant, ainsi que les organisations de la société civile *Global Witness* (qui s'est depuis retiré du processus) et Partenariat Afrique Canada sont également membres originaires du processus de Kimberley et y ont joué un rôle majeur depuis sa création.

Le processus de Kimberley est présidé à tour de rôle par les pays participants (actuellement l'Afrique du Sud). Afin d'assurer l'exécution des programmes, des groupes de travail ont été établis, à savoir le groupe de travail des experts diamantaires (GTED), le groupe de travail chargé du suivi (GTCS), le groupe de travail sur les statistiques (GTS) et le groupe de travail sur la production artisanale et alluviale (GTPAA).

La mise en place de ce processus a été saluée à l'époque comme une première et une action innovante pour affronter ce problème, en particulier parce qu'il associe les États, l'industrie et la société civile. Des progrès ont été notés en matière de lutte contre les diamants du conflit. Dans les années 90, les diamants de la guerre représentaient jusqu'à 15 % du total mondial. En 2000, lorsque les négociations ont commencé, la proportion a diminué jusqu'à environ 4 % et aujourd'hui elle serait à moins de 1 %.

Néanmoins, le processus connaît des imperfections depuis le début et des difficultés sont apparues au cours du temps.

Il existe tout d'abord un problème dans la définition des "diamants de la guerre". En effet, ils sont définis comme "des diamants bruts utilisés par les mouvements rebelles ou leurs alliés pour financer des conflits visant à déstabiliser des gouvernements légitimes". Or, des violations massives des droits humains peuvent être le fait des autorités gouvernementales, comme c'est le cas au Zimbabwe.

Les tentatives des organisations de la société civile et de certains gouvernements d'inclure le respect des droits humains dans les standards minimums du processus de Kimberley sont bloquées par plusieurs pays, notamment l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine et la Russie.

D'autre part, le processus de contrôle et de suivi ainsi que le processus de sanctions doivent encore être améliorés. Un système de "revue par les pairs" (*peer review*) a été mis en place; toutefois, celui-ci est volontaire, la qualité des rapports produits est inégale, le coût de la participation est parfois difficile à couvrir

De l'Union européenne et des États membres de l'UE; de l'UE est représentée par la Commission européenne. Le Conseil mondial du diamant, qui représente l'industrie internationale du diamant, ainsi que les organisations de la société civile *Global Witness* (qui s'est depuis retiré du processus) et Partenariat Afrique Canada sont également membres originaires du processus de Kimberley et y ont joué un rôle majeur depuis sa création.

Het Kimberley Process wordt volgens toerbeurt door de deelnemende landen voorgezeten — de huidige voorzitter is Zuid-Afrika. Om uitvoering te geven aan de programma's werden werkgroepen opgericht, met name de werkgroep van diamantexperts, de werkgroep belast met de opvolging, de werkgroep voor de statistieken en de werkgroep voor de artisanale en de alluviale productie.

De invoering van het Kimberley Process werd indertijd aangemerkt als een primeur én een innoverend initiatief om dit pijnpunt aan te pakken, in het bijzonder omdat in de regeling Staten, de industrie en het middenveld samenwerken. Er werd vooruitgang geboekt in de strijd tegen de conflictdiamanten. In de jaren 90 vertegenwoordigden de bloeddiamanten tot 15 % van het wereldwijde totaal. In 2000, toen de onderhandelingen van start gingen, daalde dat aandeel tot ongeveer 4 %; thans zou het minder dan 1 % bedragen.

Niettemin vertoont de regeling van bij de start bepaalde tekortkomingen, en er zijn sindsdien problemen opgedoken.

Eerst en vooral ligt de omschrijving van het begrip "conflictdiamanten" moeilijk: ze worden immers omschreven als "ruwe diamant die wordt gebruikt door rebellenbewegingen of hun medestanders om een conflict te financieren dat erop gericht is legitieme regeringen te ondermijnen". Feit is echter dat de mensenrechten ook door regeringen op grote schaal kunnen worden geschonden, zoals dat het geval is in Zimbabwe.

De pogingen van de organisaties van het middenveld en van bepaalde regeringen om de inachtneming van de mensenrechten te doen opnemen in de minimumvoorwaarden van het Kimberley Process werden geblokkeerd door verscheidene landen, met name Zuid-Afrika, India, China en Rusland.

Bovendien moeten ook het toezichts- en het opvolgingsproces, alsook het sanctieproces nog worden geoptimaliseerd. De terzake ingestelde *peer review*-regeling is een vrijwillige regeling, met rapportering van wisselvallige kwaliteit; de organisaties van het aanwezige middenveld slagen er soms moeilijk in de kostprijs

pour l'organisation de la société civile présente et les recommandations sont peu suivies. De plus, le processus de Kimberley ne comporte pas de sanctions en cas de non-respect des engagements, si ce n'est la suspension ou l'exclusion. Le fait que les décisions sont prises à l'unanimité a empêché toute sanction, même pour les cas de violation les plus graves. Certains pays producteurs de diamants ne sont pas membres du processus de Kimberley. Par ailleurs, certains regrettent que seuls les diamants bruts soient concernés et pas l'industrie de la taille. Enfin, l'absence d'un secrétariat, s'il a l'avantage de la souplesse, comporte également de nombreux inconvénients: la présidence change chaque année sur une base volontaire, d'une part, et un manque de continuité existe dans la mesure où certains pays ont plus de moyens que d'autres pour assurer ce rôle, d'autre part.

Pour l'industrie du diamant, par la voix du *World Diamond Council* qui la représente, il est important d'avoir un processus de Kimberley crédible et que toutes les règles et procédures soient mises en œuvre par tous les membres.

La réunion du processus de Kimberley qui s'est tenue à Kinshasa en juin 2011 a mis en évidence les tensions et les faiblesses de ce processus, à la lumière de la situation au Zimbabwe.

Un important gisement de diamants a été découvert au Zimbabwe à Marange en 2006. En 2008, l'armée a lancé une opération d'envergure pour s'approprier ces réserves minières en expulsant les milliers de Zimbabwéens qui y travaillaient. En juillet 2009, des enquêteurs sont dépêchés sur place par le processus de Kimberley et décrivent "*des actes de violence horribles et inacceptables commis par les autorités contre les civils*", ce qui pousse les autres gouvernements à instaurer un embargo sur les exportations des diamants zimbabwéens. Cette décision n'empêche pas les violences de continuer. L'armée zimbabwéenne a commis des assassinats et des tortures ont été infligées dans les mines de Marange. Mais en juin 2011, alléguant que les violences rapportées sont le fruit d'un gouvernement légitime et non d'un groupe rebelle, la présidence tournante du processus de Kimberley, assurée alors par la République démocratique du Congo, décide de lever l'embargo sur le Zimbabwe. Cette décision, prise sans le consensus requis, a d'emblée été rejetée par les États-Unis, Israël et l'UE, qui continuent de refuser l'importation de diamants de cette région.

van de deelname te betalen en de aanbevelingen worden nauwelijks gevolgd. Daarenboven voorziet het *Kimberley Process* niet in sancties wanneer blijkt dat de verbintenissen niet in acht worden genomen: de deelnemers kunnen louter worden geschorst of uitgesloten. Doordat de beslissingen eenparig worden genomen, is tot dusver niet de minste sanctie opgelegd, zelfs niet bij uitermate ernstige schendingen. Sommige diamantproducerende landen zijn geen lid van het *Kimberley Process*. Voorts betreuren sommigen dat de regeling alleen betrekking heeft op ruwe diamant, en niet op de slijpindustrie. Ten slotte moet de regeling het zonder secretariaat stellen; zulks biedt dan wel een zekere soepelheid, er zijn toch tal van nadelen aan verbonden. Het voorzitterschap wisselt jaarlijks op vrijwillige basis, wat leidt tot een gebrek aan continuïteit: bepaalde landen beschikken immers over meer middelen dan andere om als voorzitter te fungeren.

Voor de diamantindustrie geeft de *World Diamond Council*, die deze bedrijfstak vertegenwoordigt, aan dat het belangrijk is te beschikken over een geloofwaardig *Kimberley Process* en over de waarborg dat alle voorschriften en procedures door alle leden worden uitgevoerd.

De in juni 2011 in Kinshasa gehouden vergadering van het *Kimberley Process* heeft aangetoond dat er in de organisatie spanningen zijn en dat de regeling zwakke punten vertoont. De pijnpunten kwamen aan het licht bij de reactie op eerdere gebeurtenissen in Zimbabwe.

In 2006 werd in dat land, in Marange, een groot diamantveld ontdekt; later, in 2008, heeft het leger een grote operatie op het getouw gezet om zich van die diamant meester te maken, waarbij duizenden Zimbabwanen die er werkten, werden verdreven. In juli 2009 werden onderzoekers door het *Kimberley Process* ter plaatse gestuurd en zij maakten melding van "*unacceptable and horrific violence against civilians by authorities in and around*", wat de andere regeringen ertoe bracht een embargo op de uitvoer van Zimbabwaanse diamant in te stellen. Die beslissing verhinderde echter niet dat het geweld bleef duren. Het Zimbabwaanse leger heeft moorden begaan, en in de mijnen van Marange werden gefolterd. In juni 2011 keren echter plots de zaken: het *Kimberley Process* (dat toen bij toerbeurt door de Democratische Republiek Congo werd voorgezeten) gaf aan dat een legitieme regering en niet een groep rebellen het gerapporteerde geweld zou hebben gepleegd, met als gevolg dat werd beslist het embargo tegen Zimbabwe op te heffen ... Die beslissing, die niet door de vereiste consensus werd geschraagd, werd onmiddellijk verworpen door de Verenigde Staten, Israël en de EU, die de invoer van diamanten uit die regio blijven weigeren.

C'est ainsi qu'une zone grise s'est créée, permettant à des diamants zimbabwéens d'être commercialisés en Afrique du Sud, probablement mêlés à la production de ce pays et gagnant ainsi un certificat de Kimberley. En novembre 2012, les participants au processus de Kimberley ont toutefois retiré le Zimbabwe de sa liste noire.

L'UE, qui préside actuellement le groupe de travail sur le processus de contrôle et de suivi (*monitoring working group*), se doit d'avoir un rôle moteur pour défendre la lettre et l'esprit du processus de Kimberley et tâcher de remédier à ses faiblesses. Le processus de Kimberley risque de perdre toute crédibilité s'il ignore les violations des droits humains liés à l'industrie diamantaire. Même si le processus politique en cours au Zimbabwe montre des signes positifs — notamment l'accord intervenu entre les partis politiques zimbabwéens sur un projet final de constitution et l'annonce de la tenue d'un référendum —, la question du renforcement du processus de Kimberley reste d'actualité.

Georges DALLEMAGNE (cdH)

Aldus is een “grijze zone” ontstaan, waardoor Zimbabwaanse diamant in Zuid-Afrika op de markt kan komen, er wellicht met Zuid-Afrikaanse diamant wordt vermengd en aldus een “Kimberley-certificaat” verkrijgt. In november 2012 hebben de deelnemers aan het *Kimberley Process* Zimbabwe niettemin van de “zwarte lijst” gehaald.

De EU, die thans de werkgroep belast met opvolging voorziet, moet zich inzetten als drijvende kracht om de letter en de geest van het *Kimberley Process* te verdedigen en te proberen de zwakke punten ervan weg te werken. Het *Kimberley Process* dreigt alle geloofwaardigheid te verliezen als het voorbijgaat aan de schendingen van de mensenrechten in het raam van de diamantindustrie. Al zijn er in Zimbabwe positieve politieke ontwikkelingen te noteren — met name het akkoord tussen de Zimbabwaanse politieke partijen over een definitief ontwerp van grondwet, alsook de aankondiging van een referendum —, toch blijft het vraagstuk van de versterking van het *Kimberley Process* actueel.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant le rôle des ressources naturelles dans les conflits et les violations massives des droits humains;

B. considérant le processus de Kimberley mis en place en 2003 visant à mettre un terme au phénomène des diamants liés aux conflits et à en prévenir le retour, et dans lequel la Belgique a joué un rôle majeur;

C. considérant la résolution 56/263 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le rôle des diamants alimentant les conflits;

D. considérant le règlement (CE) n° 2368/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 mettant en œuvre le système de certification du processus de Kimberley pour le commerce international des diamants bruts;

E. considérant les résolutions du Parlement européen du 7 juillet 2010 et du 7 avril 2011 sur la situation au Zimbabwe;

F. considérant la déclaration de la porte-parole de la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Catherine Ashton, faite à la suite de la réunion du processus de Kimberley, le 24 juin 2011;

G. considérant l'échec jusqu'à présent de prendre en compte la question des droits humains dans le commerce des diamants, ce qui a d'ailleurs occasionné le retrait des ONG de la réunion du processus de Kimberley tenue à Kinshasa le 23 juin 2011;

H. considérant l'importance de l'industrie diamantaire dans l'économie belge;

I. considérant les conclusions du Conseil affaires étrangères du 18 avril 2013;

J. considérant la note de politique générale du 21 décembre 2011, qui prévoit le développement de la transparence des matières premières;

INVITE LE GOUVERNEMENT À DEMANDER À LA COMMISSION EUROPÉENNE DE:

1. veiller au respect et à la sauvegarde d'un processus de Kimberley crédible;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het feit dat grondstoffen een factor van betekenis zijn bij conflicten en massale schendingen van de mensenrechten;

B. gelet op het *Kimberley Process*, dat in 2003 is ingesteld om het fenomeen van de conflictdiamanten een halt toe te roepen en het in de toekomst te voorkomen, waarbij België een belangrijke rol heeft gespeeld;

C. gelet op resolutie 56/263 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van 2 april 2002 over de rol van diamanten bij conflicten;

D. gelet op Verordening (EG) nr. 2368/2002 van de Raad van 20 december 2002 tot uitvoering van de Kimberleyprocescertificering voor de internationale handel in ruwe diamant;

E. gelet op de resoluties van het Europees Parlement van 8 juli 2010 en 7 april 2011 over de situatie in Zimbabwe;

F. gelet op de verklaring op 24 juni 2011 van de woordvoerder van Catherine Ashton, Hoog Vertegenwoordiger van de Europese Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid, naar aanleiding van de vergadering van het *Kimberley Process*;

G. overwegende dat het tot dusver niet is gelukt rekening te houden met het vraagstuk van de mensenrechten in de diamanthandel, wat trouwens heeft geleid tot de terugtrekking van de ngo's uit de vergadering van het *Kimberley Process* in Kinshasa op 23 juni 2011;

H. gelet op het belang van de diamantindustrie voor de Belgische economie;

I. gelet op de conclusies van de Raad Buitenlandse Zaken van 18 april 2013;

J. gelet op de beleidsnota van het departement Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken van 21 december 2011 (DOC 53 1964/010), die voorziet in de uitdieping van transparantie inzake grondstoffen;

VRAAGT DE REGERING DE EUROPESE COMMISSIE TE VERZOEKEN:

1. toe te zien op de naleving en de vrijwaring van een geloofwaardig *Kimberley Process*;

2. promouvoir une définition des diamants certifiés par le processus de Kimberley qui exclurait sans équivoque et définitivement la production et le commerce de diamants associés à toutes violations de droits humains, qu'elles soient commises par des armées gouvernementales ou rebelles;

3. promouvoir au sein du processus de Kimberley un renforcement des contrôles et des normes d'application, notamment le contrôle et le suivi de la mise en œuvre des recommandations faites lors des révisions par les pairs;

4. soutenir les efforts du processus de Kimberley pour qu'un plus grand nombre de pays y adhèrent, en particulier les pays producteurs de diamants qui n'en sont pas membres;

5. étudier la possibilité d'une plus grande institutionnalisation du processus afin notamment d'assurer la continuité et une participation égale de tous les acteurs, tout en gardant le système de groupes de travail;

ET DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE:

6. soutenir les organisations de la société civile afin de leur permettre de participer activement au processus de Kimberley;

7. de rester vigilant quant aux violations des droits humains commises à cause du commerce des diamants.

22 mars 2013

Georges DALLEMAGNE (cdH)

2. te ijveren voor een definitie van de door het *Kimberley Process* gecertificeerde diamanten, die on-dubbelzinnig en definitief voorziet in de uitsluiting van de productie van en de handel in diamanten die verband houden met mensenrechtenschendingen, ongeacht of die door regeringslegers dan wel rebellen zijn gepleegd;

3. in het *Kimberley Process* te ijveren voor een opvoering van de controles en toepassingsnormen, met name de controle en opvolging van de tenuitvoerlegging van de aanbevelingen tijdens *peer reviews*;

4. de inspanningen van het *Kimberley Process* te steunen, zodat meer landen er bij aansluiten, in het bijzonder de diamantproducerende landen die geen lid zijn;

5. te onderzoeken of een grotere institutionalisering van het proces mogelijk is, zodat met name de continuïteit en een gelijke participatie van alle actoren wordt gewaarborgd, met behoud van het systeem van werkgroepen;

EN VERZOEKT DE REGERING:

6. de middenveldorganisaties te steunen, zodat zij actief aan het *Kimberley Process* kunnen participeren;

7. waakzaam te blijven met betrekking tot door de handel in diamant ingegeven schendingen van de mensenrechten.

22 maart 2013